

COMMISSION
DES
COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES

DIRECTION GÉNÉRALE
DE L'INFORMATION

....., le

FICHE DE BASE POUR ARCHIVES AUDIO-VISUELLES

- Numéro de fiche:

- Numéro d'archives:

PI 1269

- Titre:

Conférence de presse de M. Danigron, vice-président de la Commission des CE chargé de l'industrie.

- Source:

Bruxelles, Berlaymont, 16 mai 1984.
= CCE. - BL. 13 cm/s. " min. 36 obs. - fr.

- Résumé:

M. Danigron commente la communication de la Commission des CE au Conseil sur les télécommunications COM (84) 277 final. Une introduction sur l'aspect économique d'une stratégie européenne dans ce secteur ("une affaire essentielle pour la croissance économique", une nécessité pour se maintenir dans la compétition mondiale), et sur les propositions : normalisation des terminaux d'ordinateurs, ouverture de marchés publics, mise en place d'un groupe d'analyse et de prévision, réalisation de projets communs comme la vidéophonie, modernisation des réseaux dans les régions les moins développées.

- Classification:

Danigron, E. (CCE-Bel); 10.2.2 INF (CE);
12.8.7 (CE)

BRUXELLES, LE 16 MAI 1984

NOTE BIO (84) 179 AUX BUREAUX NATIONAUX
C.C. AUX MEMBRES DU GROUPE DU PORTE-PAROLE

TELECOMMUNICATIONS
CONFERENCE DE PRESSE DE M. DAVIGNON (M. HELIN)

"LES TELECOMMUNICATIONS SONT UN CAS D'ECOLE CENTRAL. LA CAPACITE DE LA COMMUNAUTE A ENGAGER OU NON UNE STRATEGIE DANS CE SECTEUR SERA UNE INDICATION DE SA CAPACITE A REUSSIR DANS LES DOMAINES DES TECHNOLOGIES NOUVELLES ET DE LA COMPETITIVITE DE SES INDUSTRIELS", A DECLARE MERCREDI EN SALLE DE PRESSE LE VICE-PRESIDENT DAVIGNON VENU PRESENTER LA STRATEGIE EUROPEENNE DES TELECOMMUNICATIONS.

"C'EST UNE AFFAIRE ESSENTIELLE POUR LA CROISSANCE ECONOMIQUE DE L'EUROPE, D'AUTANT PLUS QUE, EN RAISON DES OBSTACLES QUE NOUS IMPOSONS (CLOISONNEMENT DES MARCHES, NORMES DISPARATES, ETC.), NOTRE MARCHÉ CROIT MOINS RAPIDEMENT QUE CELUI DES ETATS-UNIS, DU JAPON ET DU SUD EST ASIATIQUE", POURSUIT-IL.

"AUX ETATS-UNIS ET AU JAPON, DIT ENCORE M. DAVIGNON, LES ENTREPRISES DU SECTEUR SONT LARGEMENT BENEFICIAIRES. L'EFFORT DE COMPETITIVITE QU'ELLES MAINTIENNENT SIGNIFIE UN TRANSFERT IMPORTANT DE RESSOURCES VERS LE TRESOR PUBLIC."

ALLONS-NOUS EN EUROPE FAIRE UN MEME EFFORT OU, AU CONTRAIRE, COMPENSER LE MANQUE DE COMPETITIVITE PAR DES SUBVENTIONS PUBLIQUES, CE QUI ENTRAINERA UN PRELEVEMENT SUR LES CITOYENS?" AJOUTE-T-IL.

LES MESURES CONCRETES, DONT CERTAINS SERONT OPERATIONNELLES A LA FIN DE 1984 DEJA (VOIR MEMO 53) :

- EN MATIERE DE CREATION D'UN MARCHÉ COMMUNAUTAIRE, PAR UNE ACTION SUR LES NORMES ET LES PROCEDURES D'AGREMENT (RECONNAISSANCE MUTUELLE ET A TERME AGREMENT COMMUNAUTAIRE); PAR L'OUVERTURE DES MARCHES PUBLICS : EN PARTICULIER, 10 O/D MINIMUM DES APPELS D'OFFRES DEVRAIENT ETRE OUVERTS A L'ENSEMBLE DES ETATS MEMBRES.

- EN MATIERE DE REDUCTION DES INCERTITUDES STRATEGIQUES : MISE EN PLACE PROPOSEE D'UN CADRE COMMUN DE CONCERTATION SUR L'EVOLUTION DES SERVICES ET DES RESEAUX PAR LE BIAIS D'UN GROUPE D'ANALYSE ET DE PREVISION; REALISATION DE PROJETS D'INTERET COMMUN (VIDEOPHONIE, RADIOTELEPHONIE PLUS LARGE ET GRANDS AXES DE RESEAUX A LARGE BANDE, POUR DES SERVICES PLUS AMPLES ET PLUS RAPIDES).

PAR AILLEURS, LES ACTIONS COMPLEMENTAIRES QUI DEVRONT ENCORE ETRE AFFINEES AVANT LA FIN DE 84 CONCERNENT :

- L'AMELIORATION ET LA MAITRISE DES TECHNOLOGIES DE BASE QUI DEMANDERA UN EFFORT COMPLEMENTAIRE DE RET D A ESPRIT (25 MILLIONS D'ECUS PAR AN PENDANT 5 ANS); DES PROPOSITIONS CONCRETES SERONT PRESENTEES SOUS LA PRESIDENCE IRLANDAISE.

- LE DEVELOPPEMENT ET LA MODERNISATION DES RESEAUX DES REGIONS DE LA COMMUNAUTE, LES MOINS FAVORISEES : EFFORT ACCRU BEI, NIC ET FEDER DANS CES REGIONS, NOTAMMENT.

"NOUS NE PROPOSONS PAS UN REPLI SUR L'EUROPE, MAIS UNE ACTION SUR LE MARCHÉ QUI DOIT PERMETTRE AUX INDUSTRIELS EUROPEENS DE SE MAINTENIR DANS LA COMPETITION MONDIALE", A ENCORE DECLARE M. DAVIGNON.

PAR AILLEURS, LES ACTIONS COMPLEMENTAIRES QUI DEVRONT ENCORE
RE AFFINEES AVANT LA FIN DE 84 CONCERNENT :

- L'AMELIORATION ET LA MAITRISE DES TECHNOLOGIES DE BASE QUI
DEMANDERA UN EFFORT COMPLEMENTAIRE DE RET D A ESPRIT
(25 MILLIONS D'ECUS PAR AN PENDANT 5 ANS). DES PROPOSITIONS
CONCRETES SERONT PRESENTEES SOUS LA PRESIDENCE IRLANDAISE.

- LE DEVELOPPEMENT ET LA MODERNISATION DES RESEAUX DES
REGIONS DE LA COMMUNAUTE, LES MOINS FAVORISEES : EFFORT ACCRU
BEI, NIC ET FEDER DANS CES REGIONS, NOTAMMENT.

"NOUS NE PROPOSONS PAS UN REPLI SUR L'EUROPE, MAIS UNE
ACTION SUR LE MARCHE QUI DOIT PERMETTRE AUX INDUSTRIELS
EUROPEENS DE SE MAINTENIR DANS LA COMPETITION MONDIALE", A ENCORE
DECLARE M. DAVIGNON.

IL CONSTATE QUE LES MENTALITES CHANGENT EN EUROPE : "LES
ENTREPRISES ADMETTENT AUJOURD'HUI QUE LES MARCHES CAPTIFS
NATIONAUX NE PERMETTENT PAS D'ASSURER LEUR AVENIR. EN OUTRE,
DIT-IL, LA PRESSION LA PLUS FORTE VIENT DES UTILISATEURS QUI
COMMENCENT A IMPOSER EN QUELQUE SORTE LEURS SOUHAITS AUX
PRODUCTEURS.

CES PROPOSITIONS DOIVENT FAIRE L'OBJET D'UNE DISCUSSION
GNERALE DES MINISTRES DE L'INDUSTRIE DES DIX, CE VENDREDI A
PARIS.

ENSUITE, A CONCLU M. DAVIGNON, LE CONSEIL EUROPEEN DE
L'ENTREPRENEUR DEVRA INDICER UN CERTAIN NOMBRE D'OBJECTIFS QUI
SERONT TRADUITS EN "PROGRAMME CADRE" OPERATIONNEL A LA FIN DE
1984.

(VOIR AUSSI MEMO 53 D'AUJOURD'HUI)